

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Focus sur les mesures de sauvegarde chinoises relatives aux importations de viande de bœuf :

le ministère du commerce de la République populaire de Chine a annoncé le 31 décembre 2025 imposer des mesures de sauvegarde et limiter les importations de viande avec un quota général de 2,7 millions de tonnes. Le Brésil (dont plus de 40% de sa production part en Chine) s'est vu attribuer la plus grande part de ce quotas (41% soit 1,1 million de tonnes par an). La mesure vaut pour 3 ans, avec une légère augmentation du quota jusqu'à 2,8 millions de tonnes. Au-delà de ce quota, une taxe de 55% s'appliquera. En 2024, la Chine a importé 1,34 million de tonnes de viande. (Article [ici](#))

Le ministère de l'agriculture brésilien voit un risque d'effondrement dans le secteur de la viande et préconise de contrôler les exportations vers la Chine.

Le ministère de l'Agriculture identifie une menace de concurrence désordonnée entre les entreprises brésiliennes pour remplir les nouveaux quotas imposés par la Chine et craint une chute des prix et des pertes pour les petits abattoirs. Pour atténuer ces effets, le Mapa (ministère de l'Agriculture et de l'Élevage) a défendu, selon un document obtenu par le journal *Folha*, la création d'un système de quotas d'exportation qui régule la quantité de viande que les agents privés peuvent vendre au pays asiatique. La liste des exportateurs vers la Chine comprend

des géants tels que JBS, Minerva et Marfrig. (Article [ici](#))

Les exportateurs de viande demandent au gouvernement des lignes de crédits pour faire face aux mesures de sauvegardes chinoises :

les exportateurs brésiliens de viande bovine ont demandé le soutien du gouvernement fédéral afin de minimiser les impacts des mesures de sauvegarde imposées par la Chine, principale destination des exportations du secteur. Parmi les mesures demandées figurent la création de lignes de crédit pour la filière bovine, l'ouverture de nouveaux marchés et la définition de règles claires pour la répartition des quotas d'exportation vers ce pays asiatique.

Dans une lettre envoyée vendredi 9 janvier au ministre de l'Agriculture, Carlos Fávaro, l'Association brésilienne des abattoirs (Abrafrigo) et l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (Abiec) ont demandé au gouvernement de négocier avec Pékin la révocation des mesures de sauvegarde annoncées à la fin de 2025 ou, au moins, la révision de ces mesures. (Article [ici](#))

Alckmin discute du tarif chinois de 55% sur la viande brésilienne :

le vice-président et ministre Alckmin, a tenu ce mercredi 28 janvier 2026 une conversation téléphonique avec le vice-président de la République populaire de Chine, Han Zheng. Le dialogue a porté sur le commerce

bilatéral et le tarif de 55% appliqué par le gouvernement chinois aux exportations brésiliennes de viande bovine cette année. L'initiative est partie du gouvernement brésilien et fait partie des efforts diplomatiques pour renforcer la relation stratégique entre les deux pays, à un moment marqué par des tensions commerciales. La Chine est la principale destination du bœuf brésilien, ce qui rend cette mesure particulièrement sensible pour le secteur. Dans une note officielle, le gouvernement a indiqué qu'Alckmin avait exprimé sa préoccupation au sujet des tarifs imposés par le pays asiatique et souligné l'importance de maintenir le dialogue pour rechercher une solution négociée. Le vice-président a également renforcé l'intérêt du Brésil à élargir les flux commerciaux et d'investissements, soulignant l'historique de coopération économique entre les deux nations. (Article [ici](#))

A la recherche de débouchés alternatifs – des opportunités identifiées au Moyen-Orient : les 22 pays de la Ligue arabe ont augmenté leurs achats de viande bovine provenant de différentes destinations de 62 % entre 2022 et 2024, passant de 766 000 tonnes à 1,24 million de tonnes, avec une augmentation de 18 % en valeur, passant de 4,4 Md USD à 5,2 Md USD, selon une étude de la Chambre de commerce arabo-brésilienne (CCAB) achevée en 2026.

Dans ce segment, la région est dominée par trois grands pôles de consommation et de logistique : l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite qui, ensemble, ont représenté 63,7 % de ces acquisitions l'année dernière. Cependant, l'Algérie, l'Irak, la Jordanie et Oman ont connu une hausse moyenne de 672 % dans l'importation de protéines au cours de cette période, ce qui suggère l'ouverture de nouveaux canaux commerciaux ou des changements dans la politique gouvernementale d'approvisionnement.

Au total, ces sept pays comptent environ 276 millions d'habitants et pourraient, selon la CCAB, être les plus aptes à recevoir le volume excédentaire par rapport au quota chinois de 1,1 million de tonnes imposé au Brésil. (Article [ici](#))

Commerce

Le Brésil ouvre 525 nouveaux marchés agricoles en 3 ans pour un potentiel de 37,5 Md USD par an : en 2025, le Brésil a conquis plus de 200 nouveaux marchés pour ses produits agricoles dans 58 destinations, qui s'ajoutent aux 300 obtenus en 2023 et 2024 dans 82 pays.

Ce record consolide les ouvertures réalisées au cours des trois dernières années, avec une moyenne de 14 processus menés à bien par mois. Au total, 3,4 Md USD de chiffre d'affaires ont été ajoutés à la balance commerciale brésilienne grâce à ces ouvertures, estime le ministère de l'agriculture. Ensemble, ces nouveaux marchés ont le potentiel d'augmenter de 37,5 Md USD par an les exportations brésiliennes en cinq ans, à mesure que les flux commerciaux s'intensifient.

Les protéines animales arrivent en tête du classement des nouveaux marchés avec 112 dossiers, suivies par le matériel génétique animal avec 79 dossiers et l'alimentation animale avec 61 dossiers. Le Mexique arrive en tête avec 24 autorisations pour des produits de l'agroalimentaire brésilien, selon les données de la plateforme *Aberturas de Mercado* (Ouvertures de marchés) du Secrétariat au commerce et aux relations internationales du ministère de l'Agriculture. (Article [ici](#))

L'accord UE-Mercosur pourrait générer des gains de 7 Md BRL (1, 12 Md EUR) selon ApexBrasil (agence de promotion des exportations) : l'approbation de l'accord commercial entre le Mercosur et l'Union européenne, après 26 ans de négociations, pourrait générer une augmentation pouvant atteindre 7 Md USD des

exportations brésiliennes vers le bloc européen. Cette estimation émane de l'Agence brésilienne de promotion des exportations et des investissements (ApexBrasil), qui souligne l'impact direct sur l'industrie, l'agroalimentaire et les chaînes de valeur du commerce extérieur du pays.

Selon l'ApexBrasil, l'accord crée l'un des plus grands marchés intégrés au monde, réunissant plus de 700 millions de consommateurs et un produit intérieur brut (PIB) combiné de près de 22 000 milliards de dollars, juste derrière les États-Unis. L'Union européenne est déjà le deuxième partenaire commercial du Brésil, derrière la Chine, avec un flux équilibré entre les exportations et les importations.

Les données de l'agence montrent que, même avant la ratification de l'accord, les exportations brésiliennes vers l'Europe ont augmenté de 4 %, une évolution attribuée à la réorganisation des chaînes mondiales et à la recherche de nouveaux marchés face aux barrières commerciales dans d'autres régions. (Article [ici](#))

Malgré les taxes imposées par les États-Unis, les exportations de viande bovine brésilienne établissent un nouveau record en 2025 à 18 Md USD : la viande bovine fraîche a représenté la majeure partie des expéditions, avec 3,09 millions de tonnes, soit une augmentation de 21,4 % par rapport à l'année précédente, et un chiffre d'affaires de 16,61 Md USD. Si l'on considère toutes les catégories exportées, à savoir la viande fraîche, la viande transformée, les abats, les tripes, les graisses et la viande salée, le Brésil exporte vers plus de 170 pays, ce qui témoigne de la diversification des destinations et la présence internationale du secteur.

Principale destination de la viande bovine brésilienne en 2025, la Chine a représenté 48 % du volume total exporté, avec 1,68 million de tonnes, générant 8,90 Md USD de recettes. Viennent ensuite les États-Unis, avec 271 800 tonnes et 1,64 Md USD, le

Chili, avec 136 300 tonnes et 754,5 M USD, l'Union européenne, avec 128 900 tonnes et 1,06 Md USD, la Russie, avec 126 400 tonnes et 537,1 M USD, et le Mexique, avec 118 000 tonnes et 645,4 M USD. (Article [ici](#))

Les exportations brésiliennes de viande de poulet ont atteint le chiffre record de 5,324 millions de tonnes en 2025, terminant l'année avec une hausse cumulée de 0,6 %, selon les données recueillies par l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA). En 2024, soit un an auparavant, le volume exporté était de 5,294 millions de tonnes.

En valeur, cependant, les exportations brésiliennes de viande de poulet ont atteint 9,790 Md USD, soit un résultat inférieur de 1,4 % aux 9,928 Md USD enregistrés il y a un an. Ce résultat reflète une période marquée par l'apparition, en mai, d'un foyer - désormais maîtrisé - de grippe aviaire hautement pathogène chez les volailles commerciales, épisode qualifié par l'ABPA comme « l'un des plus grands défis de l'histoire de l'aviculture nationale ». (Article [ici](#))

Record d'exportations d'œufs par le Brésil : Les exportations brésiliennes d'œufs, y compris les produits frais et transformés, ont atteint 40 894 tonnes au cours des 12 mois de 2025. Ces données ont été publiées par l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA).

Ce volume, considéré comme un record, est supérieur à celui enregistré en 2024, où les expéditions avaient totalisé 18 469 tonnes, soit une variation de 121,4 %. Les recettes provenant des ventes à l'étranger ont atteint 97,24 M USD pour l'année. En 2024, le chiffre d'affaires s'élevait à 39,282 M USD, soit une croissance de 147,5 % entre les deux périodes. (Article [ici](#))

Economie

L'agro-industrie annonce 60 Md BRL (10 Md EUR) d'investissements en 2025 :

Au cours de l'année 2025, plus de 60 Md BRL ont été annoncés pour des extensions et de nouveaux projets agro-industriels et d'infrastructure au Brésil, selon une enquête inédite réalisée par le sur la base de données fournies par des consultants, des entités sectorielles et des communiqués de presse. Ce compte a été gonflé par la vague de nouvelles usines d'éthanol de maïs. Rien que l'année dernière, les investissements dans la capacité industrielle de production d'éthanol de maïs ont atteint 41 Md BRL, selon une étude réalisée par le cabinet de conseil FG/A à la demande de Valor. Les fonds seront affectés à 44 projets qui, s'ils sont confirmés, ajouteront 12 milliards de litres par an à la capacité de production d'éthanol du Brésil. L'annonce principale a été faite à la fin de 2025 par Inpasa, impliquant des investissements de 3,5 Md BRL dans une nouvelle usine à Rondonópolis (MT) et l'agrandissement de l'unité de Nova Mutum (MT). (Article [ici](#)).

Les denrées alimentaires devraient peser sur l'inflation en 2026, selon un expert de la FGV :

en 2025, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 2,95%, soit la plus faible hausse depuis 2023. Cette évolution a contribué à contenir la progression de l'inflation officielle, qui a clôturé l'année à 4,26%, dans la fourchette de tolérance de l'objectif fixé par le Conseil monétaire national, comprise entre 1,5% et 4,5%. Pour 2026, cette accalmie ne devrait pas se reproduire. Selon André Braz, économiste à la FGV, l'inflation alimentaire pourrait reprendre de la vigueur et terminer l'année entre 3,5% et 4%, soit un niveau potentiellement supérieur à l'objectif central de 3% fixé par la Banque centrale du Brésil. Selon lui, cette projection repose sur un scénario de base dans lequel les conditions climatiques et le contexte international n'entraînent pas de chocs supplémentaires. (Article [ici](#))

Plano Safra 2025/2026 : chute des décaissements de 15,6% au premier semestre :

le montant déboursé dans le cadre du Plan Safra 2025/26, lancé le 1^{er} juillet, a atteint 186,146 Md BRL jusqu'en décembre en financements accordés aux petits, moyens et grands producteurs, selon une enquête réalisée par la rédaction du média CanalRural.

Les données ont été collectées dans le Système d'opérations de crédit rural et Proagro (Sicor/BCB) de la Banque centrale. Le montant déboursé au cours du premier semestre du plan agricole et d'élevage correspond à 45,8 % du total disponible pour la récolte, soit 405,9 Md BRL.

Ce montant est inférieur de 15,54 % à celui déboursé pour les producteurs au cours de la même période de la récolte 2024/25, soit 220,384 Md BRL. À la fin du mois de décembre, 1,241 million de contrats avaient été conclus au total, soit 0,5 % de moins que le total enregistré au cours de la même période de la saison précédente, qui était de 1,247 million de contrats. Au cours de la récolte actuelle, on a observé une baisse des performances du crédit officiel depuis le premier mois de la saison. (Article [ici](#))

Stabilisation des ventes de machines agricoles :

l'industrie des machines agricoles a enregistré une croissance de 7,4 % de son chiffre d'affaires en 2025, soit l'équivalent de 66,75 Md BRL (11 Md EUR), mais prévoit une croissance nettement plus modeste en 2026, de 3,4 % sous l'effet conjugué des taux d'intérêt élevés et des cours des matières premières (soja notamment) en baisse. Ce bilan est établi par l'Association brésilienne de l'industrie des machines et équipements (Abimaq). (Article [ici](#))

Le surendettement du secteur agricole provoque une vague de faillites :

l'agroalimentaire était le secteur qui comptait proportionnellement le plus grand nombre d'entreprises en

redressement judiciaire au Brésil à la fin du quatrième trimestre 2025. Ces données font partie du Moniteur RGF de redressement judiciaire, qui suit l'évolution financière des entreprises brésiliennes à partir des informations officielles fournies par l'administration fiscale fédérale.

Selon l'enquête, le secteur a fini 2025 avec 493 entreprises en redressement judiciaire, soit une augmentation de 14,2 % par rapport au trimestre précédent. L'indice RGF de redressement judiciaire (IRJ) du secteur a atteint 13,53, le plus élevé parmi tous les segments de l'économie analysés (l'IRJ mesure la proportion d'entreprises en redressement judiciaire pour mille entreprises en activité. La moyenne nationale s'est établie à 2,13).

La culture du soja arrive en tête en nombre absolu de demandes, avec 217 entreprises en redressement judiciaire. Viennent ensuite l'élevage bovin pour la viande, avec 84 cas, et la culture de la canne à sucre, avec 50 cas. (Article [ici](#))

Le secteur agricole grève les résultats de la principale banque du pays : la Banque du Brésil a clôturé l'année 2025 avec un bénéfice net ajusté de 20,685 Md BRL (3,4 Md EUR), soit une baisse significative de 45,4 % par rapport à l'année précédente. Cette performance marque le plus bas niveau de rentabilité depuis 2020 et reflète principalement la détérioration du portefeuille de crédits liés à l'agroalimentaire, un secteur qui a connu une augmentation significative des défauts de paiement au cours de la période.

Bien que la banque ait enregistré une croissance de son portefeuille de crédit élargi, qui a atteint 1 297 Md BRL (213 Md EUR) en décembre, l'augmentation du risque de crédit a fini par peser sur les résultats. Le taux de défaut de paiement supérieur à 90 jours a clôturé l'année à 5,17%, soit une augmentation significative par rapport au trimestre précédent.

Selon les données financières publiées jeudi 11, le coût du crédit s'est élevé à 61,9 Md BRL (10,1 Md EUR) en 2025, une évolution directement liée à l'augmentation du nombre de retards et de défauts de paiement, en particulier dans les opérations liées au secteur agricole.

L'agroalimentaire, traditionnellement l'un des principaux moteurs du portefeuille de Banco do Brasil, a joué un rôle central dans ce scénario. Tout au long de l'année 2025, le segment a été affecté par une combinaison de facteurs défavorables, notamment des marges plus serrées, des difficultés financières des producteurs et une vague de redressements judiciaires dans le secteur agricole. Ce contexte a augmenté le niveau de risque des opérations et a pesé sur les provisions pour pertes, réduisant ainsi la rentabilité de l'institution. (Article [ici](#))

Filières

Nouveau record de production de grains en 2026 ? Le Brésil devrait produire 353,1 millions de tonnes de soja et céréales (maïs, riz, blé...) lors de la récolte 2025/26, établissant ainsi un nouveau record, selon les estimations de la Compagnie nationale d'approvisionnement (Conab). L'entreprise publique a publié jeudi 15 janvier son quatrième rapport de suivi de la récolte actuelle. A contrario, l'IBGE (institut national géographique et statistique) estime une diminution de 1% à 342,7 millions de tonnes.

Pour le soja, selon l'IBGE (institut statistique et géographique du Brésil), les estimations s'élèvent à 172,5 millions de tonnes, soit une hausse de 3,9 % par rapport à 2025. Des conditions météorologiques favorables stimulent les premiers résultats de la récolte. La production de soja au Brésil devrait ainsi atteindre un nouveau record, selon l'Enquête systématique sur la production agricole (LSPA) publiée ce mois par l'IBGE. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Sucre : Tereos vend une usine au Brésil : la vente de l'une des sept usines sucrières de Tereos au Brésil s'inscrit dans un ajustement interne engagé par le groupe français afin de réduire son endettement, dans un contexte de cycle baissier des matières premières. L'usine, située à Pitangueiras (État de São Paulo) et vendue à Viralcool, se trouve dans une région fortement touchée par les incendies de 2024, qui ont affecté la productivité de la récolte 2025/26. La transaction comprend également le transfert de 2 millions de tonnes de canne à sucre. L'unité fonctionnait en dessous de sa capacité installée. (Article [ici](#)).

En 20 ans, la production de viande au Brésil a quasi doublé : l'abattage d'animaux et la production de viande bovine au Brésil ont atteint des niveaux historiques en 2025. Les données du Cepea (Centre des études avancées en économie appliquée) montrent que ce résultat est le fruit d'une évolution structurelle de l'élevage national, qui a renforcé sa présence sur les marchés intérieur et extérieur au cours des deux dernières décennies.

Le nombre d'animaux abattus est passé de 25 millions en 2004 à plus de 40 millions l'année dernière. Cette évolution s'est accompagnée d'une augmentation de la production de viande bovine, qui est passée d'environ 6 millions de tonnes à plus de 11 millions de tonnes au cours de la même période. Selon les chercheurs, la hausse des exportations, la forte demande intérieure et les progrès technologiques ont été les principaux facteurs qui ont soutenu la croissance structurelle du secteur. (Article [ici](#))

Le Brésil augmente de 472% ses achats de soja au Paraguay : les données du système Agrostat, du Secrétariat au commerce extérieur (Secex), montrent qu'entre 2023 et 2025, les importations ont augmenté de 472 %, passant de 176 100 tonnes à 1,007 million de tonnes, dans un contexte où le prix intérieur s'est écarté de la parité internationale. Cette augmentation n'est

pas due à une pénurie de soja au Brésil, mais au fait que les industries de trituration ont commencé à s'approvisionner à l'étranger, où le coût de production est plus bas et la logistique plus efficace. (Article [ici](#))

Agriculture et environnement

Moratoire sur le soja en Amazonie : les producteurs de soja saluent l'abandon par les grandes entreprises de trading du moratoire : l'Association brésilienne des industries d'huiles végétales (Abiove) et 19 sociétés commerciales liées à l'accord ne figurent plus sur le site web du pacte environnemental. Cette mise à jour intervient alors que la loi du Mato Grosso, qui autorise la suppression des avantages fiscaux accordés aux entreprises signataires de l'accord, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

L'Association des producteurs de soja et de maïs du Mato Grosso (Aprosoja MT) a salué la décision des grandes sociétés commerciales agricoles d'annoncer officiellement aux organisations de la société civile leur retrait de l'accord sur le moratoire sur le soja. Dans un communiqué, l'association a déclaré que cette décision représentait « une victoire pour les producteurs de soja qui, pendant tant d'années, ont été lésés par un accord privé et illégal, incompatible avec la législation nationale, appliqué de manière asymétrique et injuste pour ceux qui respectent le Code forestier brésilien ». (Articles [ici](#) et [ici](#))

El Niño devrait revenir entre juin et août 2026, selon l'Administration nationale océanique et atmosphérique des États-Unis (NOAA), l'organisme chargé de surveiller les phénomènes climatiques. Cependant, le phénomène pourrait commencer à se manifester dans l'atmosphère dès le mois de mai, avec une intensification progressive, selon Climatempo. Le cabinet de conseil indique que El Niño présentera des caractéristiques similaires à celles de 2023, ce qui signifie de possibles tempêtes

violentes, ainsi que des vagues de chaleur fortes et fréquentes dans plusieurs régions de l'intérieur du Brésil.

El Niño se caractérise par un réchauffement d'au moins 0,5 °C des eaux de l'océan Pacifique équatorial et, en règle générale, rend l'air plus chaud et provoque des précipitations irrégulières dans la moitié nord du Brésil, avec une tendance à la sécheresse en Amazonie et dans le nord-est, tout en augmentant les précipitations dans le sud, en particulier dans l'État de Rio Grande do Sul. (Articles [ici](#) et [ici](#))

L'enregistrement des pesticides a atteint un nouveau record au Brésil en 2025, alors que le ministère de l'Agriculture a autorisé la production, la commercialisation et l'utilisation de 912 pesticides chimiques et biologiques. Dans le même temps, le gouvernement fédéral tente de donner un nouvel élan aux actions du Programme national pour la réduction de l'utilisation des pesticides (Pronara). Le ministre du Développement agricole, Paulo Teixeira, a déclaré qu'il existait un accord visant à interdire et à retirer du marché les produits « ultra-dangereux » pour lesquels il existe des équivalents biologiques ou chimiques moins nocifs pour l'environnement et la santé humaine. (Article [ici](#))

Le gouvernement fédéral a suspendu les effets du décret qui prévoyait le lancement d'études pour l'octroi de concessions pour des voies navigables en Amazonie. La décision a été officialisée par la publication du décret n° 12.856. Cette mesure interrompt, entre autres, l'avancement des analyses relatives à la voie navigable du fleuve Tapajós et à certains tronçons des fleuves Madeira et Tocantins.

Le nouveau décret abroge les effets du décret n° 12.600, signé en août 2025, qui avait inclus des segments de ces fleuves dans le Programme national de privatisation (PND). Le projet ouvrait la voie à des études visant à concéder des concessions au secteur privé, notamment pour des activités telles que le dragage et l'exploitation des voies navigables. La

suspension intervient après une série de manifestations menées par des peuples autochtones opposés à la proposition.

Selon le gouvernement, cette mesure répond aux revendications des communautés autochtones, en particulier celles qui vivent dans la région du Bas Tapajós, à l'ouest du Pará. (Article [ici](#))

Le lait brésilien générerait moins d'émissions que l'élevage laitier mondial, selon une étude : (étude menée par des chercheurs de l'USP et d'Embrapa « bovin lait » avec le soutien de Cargill) l'élevage laitier brésilien émettrait, pour chaque litre de lait produit, une quantité de gaz à effet de serre inférieure de plus de moitié à la moyenne mondiale. L'empreinte carbone de cette activité au Brésil a été calculée à 1,19 kilo d'équivalent dioxyde de carbone (CO2eq) pour chaque kilo de lait produit, alors que la moyenne mondiale est estimée à 2,5 kilos de CO2eq par kilo de lait. (Article [ici](#))

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Peste porcine dans le Nordeste brésilien : l'Etat de Piauí décrète l'état d'urgence sanitaire pour une durée de 180 jours après confirmation d'un cas de peste porcine classique dans un élevage d'agriculture familiale, afin de protéger le secteur commercial. (Article [ici](#))

La Chine met fin à l'embargo et libère les importations de viande de poulet du Rio Grande do Sul après plus d'un an. Le gouvernement chinois a annoncé la fin de l'embargo sur la viande de poulet produite dans le Rio Grande do Sul. La décision a été publiée dans un communiqué le vendredi 16 janvier et lève l'interdiction qui était en vigueur en raison d'une épidémie de la maladie de Newcastle. Le Brésil s'était déjà déclaré indemne de la grippe aviaire bien avant, le 18 juin 2025, après avoir passé 28 jours sans enregistrer de nouveaux cas dans les fermes. En novembre, la Chine avait déjà levé l'embargo pour le reste du Brésil, mais le Rio Grande do Sul est resté avec la restriction. La mesure a été officialisée par

l'administration générale des douanes et le ministère chinois de l'agriculture et des affaires rurales. (Article [ici](#)).

L'Embrapa développe une nouvelle plateforme qui intègre la surveillance de la santé et l'analyse des risques des maladies porcines. L'unité de l'Embrapa porcolailles met à disposition le Swine Health Intelligence Center (CISS), une plateforme stratégique qui intègre et analyse les données de santé des fermes à travers le pays afin de soutenir la prise de décision, renforcer la surveillance épidémiologique, la biosécurité, le contrôle des maladies et accroître la durabilité de l'élevage porcin brésilien. En pratique, Embrapa travaille via le CISS en partenariat avec les Laboratoires de diagnostic vétérinaire (LDV), qui fournissent des données provenant de milliers d'échantillons collectés dans des fermes à travers le pays. Cette coopération constitue un pilier stratégique pour le fonctionnement de la plateforme, car elle permet la consolidation structurée des résultats diagnostiques en laboratoire, tels que les tests PCR, les analyses pathologiques et d'autres examens de routine liés aux maladies endémiques de l'élevage porcin. Ainsi, une base de données large et représentative de la situation sanitaire des troupeaux porcins brésiliens est constituée.

L'intégration continue de ces informations permet d'identifier et de surveiller les évolutions des modes sanitaires au fil du temps, en tenant compte de variables telles que le groupe d'âge, les unités de fédération, le type d'échantillon analysé, la nature du problème sanitaire et le système de production. Inspiré par le modèle du Swine Disease Reporting System (SDRS), de l'Université d'État de l'Iowa aux États-Unis, CISS propose des analyses dynamiques et à jour pour différents acteurs du secteur. (Article [ici](#))

Photo du mois

Ratification accélérée de l'accord UE-Mercosul :

Le Brésil, comme les 3 autres Etats du bloc parties à l'accord avec l'Union européenne (Argentine, Paraguay et Uruguay), a démarré courant février l'examen accéléré au Congrès de l'accord intérimaire de commerce (ITA) en vue de sa ratification.



*Réunion de la commission mixte de représentation du Brésil au PARLASUL, Sénat fédéral, le 10 février 2026
- crédit photo : Pierre-Adrien Romon*

En Argentine et en Uruguay, l'accord a été ratifié au cours de la semaine du 23 février. Au Paraguay, l'accord a été approuvé par le Sénat le 4 mars et transmis à la Chambre des députés.

Au Brésil, le dossier a été transmis par l'exécutif brésilien au Congrès début février et a fait l'objet de deux réunions d'examen en commission mixte (Sénat et Chambre des députés) de représentation du Brésil au Parlement des Etats du Mercosul (PARLASUL), le 10 et le 24 février, avec vote favorable le 24 février, suivi d'une approbation en plénière par la Chambre des députés le 25 février. Au Sénat l'accord a été soumis directement à l'approbation en séance plénière le 4 mars où il a été approuvé à l'unanimité.

Le secteur agricole Brésilien demande à l'exécutif que soient préparées des mesures visant à contrer les clauses de sauvegardes établies côté européen dont il estime qu'elles ne lui permettront pas de tirer pleinement profit de l'accord. Un décret est paru en ce sens le 4 mars (décret n°12.866).

La ratification par au moins un Etat du bloc sud ouvre la voie à une entrée en vigueur provisoire de l'accord, telle qu'annoncée par la Commission européenne le 27 février 2016.